

Burundi : la mouvance présidentielle suspend sa participation au dialogue

@rib News, 18/07/2015 – Source Xinhua La mouvance présidentielle burundaise a décidé samedi de suspendre sa participation au dialogue politique tenu depuis mercredi à Bujumbura, avec comme objectif de trouver un compromis sur les points de désaccord sur les élections. La mouvance présidentielle a pris cette décision trois jours avant l'élection présidentielle, prévue le 21 juillet. Le dialogue s'est déroulé sous les auspices de Crispus Kiyonga, ministre ougandais de la Défense nationale et envoyé spécial du président ougandais Yoweri Kaguta Museveni, nouveau Facilitateur international dans le dialogue inter-burundais.

Le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana, qui sert de porte-parole du groupe gouvernemental pour ce dialogue, a justifié cette suspension par une déclaration de certains partis de l'opposition qui appelle à créer un Conseil National pour la Restauration de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation du Burundi (AAPRB). "Il n'y avait pas moyen de continuer ce dialogue au moment où certains de nos interlocuteurs se préoccupent d'autres choses. C'est pourquoi nous avons demandé de suspendre temporairement ce dialogue afin de donner un peu de temps à l'envoyé spécial de parcourir cette déclaration et transmettre son contenu au Facilitateur qui l'a mandaté. Mais c'est aussi pour nous, au gouvernement, de voir s'il faut continuer ou pas ce dialogue dans pareilles circonstances", a déclaré M. Nduwimana. Le Burundi a été plongé dans une crise politique après l'annonce de la décision du président Pierre Nkurunziza de se porter candidat à la prochaine élection présidentielle, pour briguer un troisième mandat, alors que l'Accord d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile burundaise, limite à deux le nombre des mandats du président de la République. Pour Jean Minani, président du parti Sahwanya Frodebu Nyakuri et porte-parole du groupe de l'opposition dans ce dialogue, les propos du ministre ne sont que des alibis "pour éviter d'aborder les sujets qui fâchent notamment la question du troisième mandat contesté du président Pierre Nkurunziza et le calendrier électoral". Quatre candidats sont en lice pour le scrutin présidentiel du 21 juillet, à savoir le président sortant Pierre Nkurunziza, candidat du parti CNDD FDD, au pouvoir depuis 2005, Gérard Nduwayo, candidat du parti UPRONA, Jacques Bigirimana, candidat du parti FNL et Jean de Dieu Mutabazi, candidat de la coalition des partis d'une opposition participative COPA. Les anciens présidents Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye, ainsi que Jean Minani ont retiré leurs candidatures à ce scrutin. Dans une déclaration conjointe qu'ils ont adressée à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), ils ont indiqué que ce scrutin n'est pas inclusif, que les conditions de son organisation ne sont pas propices et qu'il n'est pas non plus crédible.